



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE RENNES
Direction des affaires financières et de la politique d'achat
Pôle des Achats
2, rue du Thabor
CS 46510
35043 RENNES CEDEX

CCAP numéro : 2025060AOS

établi en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

Test de réception des sorbonnes, contrôle réglementaire et maintenance des installations de ventilation-extraction des laboratoires de l'Université de Rennes

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert européen en application du code de la commande publique
Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5

- Version établie en date du 07/11/2025

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	3
1.3 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	3
1.4 FORME DU MARCHÉ	3
1.5 DURÉE DU MARCHÉ	4
1.6 SOUS-TRAITANCE	4
1.7 MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE POUR RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
2.1 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
2.1.1 PIÈCES GÉNÉRALES	4
2.1.2 PIÈCES PARTICULIÈRES	4
2.2 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES	5
3. ÉVOLUTION DES PRESTATIONS	5
4. CLAUSE DE REEXAMEN	5
5. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION	5
5.1 MODALITÉS DE COMMANDE	5
5.2 DÉFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR	6
5.3 PRESTATIONS NON PRÉVUS AU CONTRAT	6
6. PRIX ET RÉGLEMENT	6
6.1 FORME DES PRIX	6
6.1.1 POUR LE LOT 1	6
6.1.2 POUR LES LOTS 2 ET 3	6
6.1.3 POUR LE LOT 4	6
6.2 CONTENU DES PRIX DU TITULAIRE	6
6.3 PRIX NOUVEAU	6
6.4 VARIATION DANS LES PRIX	6
6.4.1 TYPE DE VARIATION	6
6.4.2 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	6
6.4.3 MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX LOT 1	6
6.4.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE	7
6.5 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	7
6.6 MODALITÉS DE RÉGLEMENTS DES COMPTES	7
6.6.1 PAIEMENTS	7
6.6.2 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
6.6.3 FACTURATION ÉLECTRONIQUE	8

6.6.4	MODALITES DE FACTURATION.....	8
6.7	PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS.....	8
6.7.1	CO-TRAITANTS	8
6.7.2	SOUS-TRAITANTS	8
6.8	DELAÏ DE PAIEMENT.....	8
6.9	INTERETS MORATOIRES	8
<u>7.</u>	<u>RECEPTION ET GARANTIES</u>	<u>9</u>
7.1	OPERATIONS DE VERIFICATION	9
7.2	DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION	9
7.3	DECISION APRES VERIFICATION	9
7.4	ADMISSION DES PRESTATIONS	9
7.5	TRANSFERT DE PROPRIETE	9
7.6	GARANTIES CONTRACTUELLES	9
<u>8.</u>	<u>PLANNING DES INTERVENTION PROGRAMMEES</u>	<u>9</u>
<u>9.</u>	<u>PENALITES</u>	<u>9</u>
9.1	GENERALITES SUR LES PENALITES	9
9.2	PENALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS	10
9.2.1	DEFAUT DE PRESENCE AUX CONTROLES REGLEMENTAIRES	10
9.2.2	NON-RESPECT DU PLAN DE PREVENTION TRANSMIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	10
9.2.3	NON SIGNALEMENT D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT	10
9.2.4	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
9.2.5	NON-RESPECT DU DELAI DE REMISE D'UN DEVIS.....	10
9.3	TRAVAIL DISSIMULE	10
9.4	ABSENCE DE PORT DU BADGE	11
9.5	NON-RESPECT DE L'INTERDICTION DE FUMER	11
<u>10.</u>	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>11</u>
<u>11.</u>	<u>ASSURANCES.....</u>	<u>11</u>
11.1	ASSURANCES DU TITULAIRE	11
11.2	ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE	11
<u>12.</u>	<u>CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES</u>	<u>11</u>
12.1	CONFIDENTIALITE	11
12.2	PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
12.3	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
<u>13.</u>	<u>DEROGATION A LA CLAUSE D'EXCLUSIVITE.....</u>	<u>12</u>
<u>14.</u>	<u>REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES</u>	<u>12</u>
<u>15.</u>	<u>DEROGATION CCAG FCS</u>	<u>12</u>

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses et Administratives Particulières, désigné ci-après en abrégé par les initiales CCAP a pour objet la définition des prescriptions générales qui sont applicables au présent marché (ci-après le « Marché »).

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la prestation ci-dessous désignée : **Test de réception des sorbonnes, contrôle réglementaire et maintenance des installations de ventilation-extraction des laboratoires de l'Université de Rennes**

Lieu d'exécution des prestations et référents :

Code	Territoire	Désignation 1	Désignation 2	Adresse
18	Saint-Malo	Saint-Malo	Institut Universitaire de Saint-Malo	Rue de la Croix Désilles CS 51713 35417 Saint Malo
21	Saint-Brieuc	Saint-Brieuc IUT	Iut de Saint Brieuc	18 rue Henri Wallon B.P. 406 22004 Saint Brieuc
0	Rennes	Beaulieu	Campus Scientifique et Technologique de Beaulieu	263 avenue du général Leclerc CS 74205 35042 Rennes
1	Rennes	Villejean	Campus Santé de Villejean	2 avenue du Professeur Léon Bernard 35043 Rennes
17	Rennes	Clos Courtel	Institut universitaire de technologie de Rennes	3 rue du Clos Courtel BP 90422 35704 Rennes
7	Paimpont	Paimpont	Station Biologique de Paimpont	Beauvais 35380 Paimpont
19	Lannion	Lannion IUT	Institut Universitaire de Technologie de Lannion	Rue Edouard Branly BP 30219 22302 Lannion
20	Lannion	Lannion ENSSAT	Ecole Nationale des Sciences Appliquées et de Technologie	6 rue de Kerampont CS 80518 22305 Lannion

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés susvisés de la présente consultation est le :

CCAG « Fournitures Courantes et de Services » (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services – publié au JORF du 1er avril 2021), réputé connu des candidats et non fourni au présent dossier de consultation.

La description des équipements et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CTP) annexé au présent CCAP.

1.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

D'après les articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties. **L'envoi d'un courrier électronique avec accusé-réception est un moyen conforme de notification.**

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Pour rappel les bons de commande n'ont pas d'obligation de signature. Ils pourront être envoyés par voie électronique avec accusé-réception.

1.3 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

La prestation fait l'objet de **quatre (4)** lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

- **LOT 01 : Essais de réception des sorbonnes**
- **LOT 02 : Contrôles réglementaires des sorbonnes, hottes, BOA, et armoires ventilées**
- **LOT 03 : Contrôles réglementaires des PSM, ETRAF, et HFL**
- **LOT 04 : Contrôles trimestriels visuel des gaines souples en amont et en aval des moteurs (sorbonnes, hottes, BOA et ARV) et maintenance curative**

1.4 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum et intégrant un maximum, conformément à l'article R. 2162-4 2° du code de la commande publique.

Le montant maximum du marché tous lots confondus, sur sa durée totale (soit 4 ans), pour l'ensemble des lots, est fixé à 1 500 000 € HT.

Le montant maximum du lot n°1, sur sa durée totale (soit 4 ans) est fixé à 350 000,00 € HT.

Le montant maximum du lot n°2, sur sa durée totale (soit 4 ans) est fixé à 200 000,00 € HT.

Le montant maximum du lot n°3, sur sa durée totale (soit 4 ans) est fixé à 200 000,00 € HT.

Le montant maximum du lot n°4, sur sa durée totale (soit 4 ans) est fixé à 750 000,00 € HT.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande intégrant des prestations à prix mixtes.

Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande successifs, pendant la durée d'exécution des prestations, suivant les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.5 DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre entre en vigueur à la mi-janvier 2026 ou à compter de la date de sa notification, si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 2026.

La durée initiale de l'accord-cadre est d'1 an à compter de sa date de prise d'effet.

Il est prévu la possibilité de trois (3) reconductions à la date anniversaire des marchés pour une durée d'une année supplémentaire par reconduction tacite, sans que la durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Sauf stipulation contraire, la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le(s) marché(s) concerné(s) en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, deux mois minimums avant la date anniversaire des marchés.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.6 SOUS-TRAITANCE

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS la sous-traitance est interdite.

1.7 MARCHE COMPLEMENTAIRE POUR REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Suivant les dispositions de l'Article R2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché complémentaire seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des prestations à réaliser ;
- remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;
- les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché complémentaire de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2.1 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

2.1.1 Pièces générales

Les pièces générales ci-après ne sont pas jointes au dossier de marché mais le Titulaire déclare les connaître et reconnaît leur caractère contractuel.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, mois m0 tel que défini au présent CCAP et, notamment :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021

2.1.2 Pièces particulières

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent CCAP, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicable aux prestations objet du marché, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, mois m0 ; et ses annexes.

- L'offre technique et financière du titulaire
- Les bons de commande adressés par le Maître d'Ouvrage au Titulaire
- Les devis adressés par le Titulaire au Maître d'Ouvrage le cas échéant

2.2 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Dès la signature et la transmission du marché au contrôle de légalité, le maître d'ouvrage délivre, sans frais, au Titulaire, sur sa demande, une copie certifiée conforme de l'original du marché portant la mention « exemplaire unique ». Il en est de même dès leur signature et transmission, pour les avenants et les actes spéciaux.

Le maître d'ouvrage délivre, également sans frais, les pièces qui sont nécessaires au mandataire du groupement, aux cotraitants groupés et aux sous-traitants payés directement, pour la cession de leurs créances.

3. EVOLUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité du marché d'apporter des modifications sur les produits nécessaires à l'exécution des prestations prévus au marché, cela en vue de leur amélioration. Les conditions ci-après doivent cependant être respectées.

Toute disparition d'un produit/prestations prévu au présent marché fait l'objet d'une proposition de remplacement par le titulaire, sous réserve qu'il s'agisse d'un produit/prestations au moins équivalent à celui du produit/service remplacé et respectant les normes en vigueur. Le prix des produits/prestations concernés doit être, au plus, égal aux prix de ceux prévus initialement dans le l'offre initiale du fournisseur.

Dans tous les cas, le titulaire est tenu d'informer la DIL de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur les produits/prestations nécessaires à l'exécution du marché et de demander un accord, au minimum un mois à l'avance et par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si aucune observation n'a été formulée dans le délai d'un mois à compter de la réception de ce courrier, les nouveaux produits/prestations, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

4. CLAUSE DE REEXAMEN

Le nombre initial d'équipements à maintenir est mentionné à l'annexe DPGF de l'Acte d'Engagement.

Au cours de l'exécution du marché, cette liste est susceptible d'évoluer en fonction notamment :

- d'ajout de services ou établissements bénéficiaires ;
- d'ajouts ou retraits de sites
- d'ajouts ou retraits d'équipements

Pour tout ajout, le descriptif de l'équipement à ajouter est envoyé par l'acheteur au titulaire afin qu'il établisse le chiffrage de sa prestation (si nécessaire après échange d'informations complémentaires ou visite sur site). Le prix de la prestation est établi au regard :

- du prix moyen par équipements équivalents initialement référencés dans le marché
- des conditions de prix du BPU le cas échéant

Les retraits de site ou d'équipements font l'objet d'une information du titulaire précisant les équipements concernés et la date d'effet. Si le retrait intervient en cours d'année, la facturation sera proratisée en fonction de la date de retrait (le trimestre en cours sera dû dans tous les cas).

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 MODALITES DE COMMANDE

Les commandes sont établies par les différents services utilisateurs de l'Université Rennes au moyen de bons de commande indiquant :

- Le numéro et l'intitulé du marché.
- La référence aux prix du marché et l'intitulé.
- La désignation du service ou du laboratoire sollicitant les prestations.
- La désignation du service ou du laboratoire destinataire de la facture.
- La désignation des prestations à effectuer.
- Le lieu, la date et le délai d'exécution des prestations.
- Le montant total Hors - Taxes, le montant de la TVA en vigueur, le montant total Toutes Taxes Comprises.
- La signature de l'Ordonnateur de la commande.

Aucune commande émise par une autre personne que l'ordonnateur habilité ne devra être acceptée par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5.2 DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur qui constate que le titulaire du marché ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux bons de commande, lui adressera un courrier de mise en garde d'y satisfaire dans un délai de 10 jours. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas déféré à la mise en garde, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier l'exécution des travaux à un autre entrepreneur aux frais et risques du titulaire.

Il s'en suivra le paiement, par l'entrepreneur défaillant, de la différence entre ce qui aurait dû être réglé et de ce qui sera réglé, cette somme fait l'objet d'un procès-verbal de constat des ouvrages exécutés dressé contradictoirement. Sur cette base le décompte de liquidation est établi.

D'autre part, si les difficultés de respect des délais présentent un caractère récurrent, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le titulaire ne puisse réclamer aucune indemnité financière.

5.3 PRESTATIONS NON PREVUS AU CONTRAT

Les prestations autres que ceux qui font l'objet du contrat font l'objet de devis de l'entreprise dont le montant est débattu entre les deux parties. Ce devis précise la totalité des prestations avec leur prix unitaire et le coût de la main d'œuvre (quantité et prix unitaire). Ces prestations font l'objet de facturations distinctes et sont réalisées sur production d'un bon de commande établi par le Maître d'Ouvrage.

6. PRIX ET REGLEMENT

6.1 FORME DES PRIX

6.1.1 Pour le lot 1

Les interventions ponctuelles d'essais de réception de sorbonnes sur bon de commande sont conclus sur la base des prix unitaires portés de l'Acte d'Engagement.

6.1.2 Pour les lots 2 et 3

Les interventions de contrôle réglementaire planifiées forfaitaires annuelles sont conclus sur la base des prix unitaires et forfaitaires portés en annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

6.1.3 Pour le lot 4

Les interventions de contrôle planifiées forfaitaires trimestrielles sont conclus sur la base des prix unitaires et forfaitaires portés en annexe 1.1 de l'Acte d'Engagement.

Les interventions ponctuelles de maintenance curative sur bon de commande sont conclus sur la base des prix unitaires portés en annexe 1.2 de l'Acte d'Engagement.

6.2 CONTENU DES PRIX DU TITULAIRE

Cf. articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-FCS

6.3 PRIX NOUVEAU

Si les prestations à réaliser nécessitent des interventions non prévues dans le BPU, le titulaire les intègre dans son devis (exemple : absence de code article BPU) ; le prix unitaire qu'il propose est un "prix nouveau", fixé en fonction des conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix. Le maître d'ouvrage s'assure que le nouveau prix proposé est économiquement le plus avantageux.

Ce nouveau prix devient définitif dès que le bon de commande a été notifié au titulaire. Ce nouveau prix est intégré à la liste des prix du bordereau des prix unitaire.

Les prix nouveaux sont établis aux conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement du projet de commande.

6.4 VARIATION DANS LES PRIX

6.4.1 Type de variation

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché

6.4.2 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base du mois de la date limite de remise de l'offre finale par le titulaire, suite à une éventuelle négociation, appelé "mois zéro" : m0.

6.4.3 Modalités de variation des prix lot 1

Mode opératoire de la demande de révision : - le titulaire envoie sa demande de révision par courrier recommandé adressé au Pôle des Achats (2 Rue du Thabor – CS46510, 35065 RENNES Cedex), au plus tard un mois avant la date anniversaire, sur la base du dernier indice connu lors de la demande ; - L'Université examine cette demande et si elle est conforme aux modalités décrites ci-dessous la valide par certificat signé du Président. Dans le cas contraire, il sera demandé au titulaire d'opérer une mise en conformité de cette demande avant accord.

Modalités de la révision :

Les indices retenus sont les suivants :

FSD1 = Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Base 2010 - Identifiant 001711011 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711011>)

ICT-IME = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>)

Pour déterminer le prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après :

$$P = Po [0,15 * (FSD1/FSD1o) + 0,85 * (ICT-IME/ ICT-IMEo)]$$

dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix indiqué dans l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre

FSD1 = Indice du mois « m » (dernier indice connu au mois anniversaire de la notification)

FSD1o = Indice du mois « m0 » (indice du mois de remise des offres)

ICT-IME = Indice du mois « m » (dernier indice connu au mois anniversaire de la notification)

ICT-IMEo = Indice du mois « m0 » (indice du mois de remise des offres)

6.4.4 Clause de sauvegarde

L'Université de Rennes se réserve la faculté de résilier le marché, sans qu'aucune indemnité ne soit redevable à ce titre – si la révision du prix mène à une augmentation égale ou supérieure à 5% pour l'année, auquel cas la résiliation prendrait effet de plein droit à la date de révision.

6.5 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Les bons de commande > 50 000 € HT et pour lesquels le délai d'exécution est supérieur à 2 mois pourront faire l'objet d'une avance.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance.

Le taux de l'avance est de 30% au regard des dispositions du Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11, R2191-12, et R2191-19 du code de la commande publique.

Retenue de garantie :

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

6.6 MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

6.6.1 Paiements

La facturation est trimestrielle.

Les factures devront être établies à terme échu et tiendront compte des révisions de prix éventuelles telles que définies à l'article 6.4.

Chaque prestation hors forfait est affectée d'un code dont il sera fait référence à chaque établissement de facture.

Elles devront rappeler les références du marché, indiquer la période d'exécution des prestations, mentionner les éléments de calcul de la révision de prix (indices des mois considérés) en indiquant la décomposition du prix par zone selon la DPGF en annexe 1 à l'Acte d'Engagement.

Les factures seront établies en 1 exemplaire.

6.6.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- **le numéro du bon de commande**
- **le numéro et la date du marché ou de l'éventuel avenant ;**
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- le prix des prestations accessoires, le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le code prestation et/ou fourniture pour les prestations hors forfait sur BPU ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

6.6.3 Facturation électronique

Le Maître d'ouvrage pourra décider de procéder, s'il l'estime nécessaire, à la facturation électronique à ses frais.

Pour cela, il aura prévu l'utilisation d'un service électronique (plate-forme) de traitement, d'archivage et d'échange d'informations de son choix, mis en œuvre pour la gestion de tous les marchés de l'opération.

Le Titulaire et ses Sous-traitants de premier rang éventuels, s'ils sont soumis à l'obligation de transmettre leurs factures par voie dématérialisée, devront transmettre leurs factures via « chorus portail pro » en parallèle de leur envoi via la plate-forme choisie pour la facturation électronique par le Maître d'Ouvrage.

6.6.4 Modalités de facturation

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures doivent être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante :

ac-sfacturier@univ-rennes.fr

Adresse :

Université de Rennes
Campus de Beaulieu
263 avenue du Général Leclerc
CS 74205 - 35042 RENNES

Identifiants :

N° SIREN : 130030513
N° SIRET : 13003051300019
Numéro d'enregistrement de la TVA : FR37130030513
Numéro UAI : 0353074B

6.7 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS

6.7.1 Co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

6.7.2 Sous-traitants

Cf. Article 1.6 du présent CCAP.

6.8 DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

6.9 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7. RECEPTION ET GARANTIES

7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 27 du CCAG-FCS

7.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 28 du CCAG-FCS

7.3 DECISION APRES VERIFICATION

Cf. Article 29 du CCAG-FCS

7.4 ADMISSION DES PRESTATIONS

Cf. Article 30 du CCAG-FCS

7.5 TRANSFERT DE PROPRIETE

Cf. Article 31 du CCAG-FCS

7.6 GARANTIES CONTRACTUELLES

Cf. Article 33 du CCAG-FCS

8. PLANNING DES INTERVENTION PROGRAMMEES

Cf article PROCEDURE D'INTERVENTION du CCTP.

9. PENALITES

9.1 GENERALITES SUR LES PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG-FCS, il n'y a aucune exonération des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du Titulaire, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités, il invite par écrit (mise en demeure) le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours calendaires. Le Maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les manquements et/ou retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

La vocation des pénalités est, avant son aspect coercitif, pensé comme un dispositif incitatif mis en place de façon à renforcer la vigilance du titulaire sur des aspects sensibles de la prestation.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Université de Rennes se réserve la possibilité de renoncer à la mise en oeuvre de tout ou partie des pénalités évoquées ci-dessous.

9.2 PENALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

9.2.1 Défaut de présence aux contrôles règlementaires

S'il est constaté une absence du titulaire, dûment convoqué, à un des contrôles et quelles qu'en soient les causes ou raisons, celui-ci encourt une pénalité de 200 € TTC.

9.2.2 Non-respect du plan de prévention transmis par le Maitre d'Ouvrage

L'Université de Rennes se réserve le droit de suspendre ou arrêter l'opération en cas de non-respect des mesures inscrites au plan de prévention.

En outre, sur simple constat de l'inspecteur hygiène et sécurité ou des coordonnateurs hygiène et sécurité et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, des pénalités seront appliquées au titulaire pour non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention d'un montant de :

- 200€ TTC par inspection et par représentant du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants absents à l'inspection commune préalable ou aux inspections communes complémentaires
- 50€ TTC, par jour calendaire et par document, lors de retard dans la production des éléments demandés dans le cadre du plan de prévention
- 1000€ TTC en cas de non-respect des mesures de prévention inscrites dans le plan de prévention
- 3000€ TTC en cas de non-respect des mesures de prévention inscrites dans le plan de prévention entraînant la mise en danger de la vie du salarié ou de la vie d'autrui

9.2.3 Non signalement d'un danger grave et imminent

Lorsque le titulaire manque à son obligation de conseil et d'information en cas de danger grave et imminent celui-ci est redevable sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 500€ TTC.

9.2.4 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes :

- En cas d'absence à une visite de contrôle planifiée dans le planning prévisionnel : 50 euros TTC par jour d'absence ;
- En cas de non remise d'un document dans le délai fixé dans un bon de commande : 50 euros TTC par jour de retard,
- En cas de non remise du rapport provisoire remis immédiatement après la visite de contrôle : 50 euros TTC par jour de retard,
- En cas de non remise du rapport définitif : 50 euros TTC par jour de retard.

L'application des pénalités s'effectuera sur simple constat, par le pouvoir adjudicateur, de l'absence de visite de contrôle, d'erreur manifeste dans les résultats d'un contrôle ou du non-respect des délais de remise des livrables.

9.2.5 Non-respect du délai de remise d'un devis

Lorsque le délai contractuel de remise d'un devis est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € TTC par jour de retard.

Cette pénalité s'applique dès le 1er jour de retard constaté.

9.3 TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail relatifs à l'interdiction du travail dissimulé, celui-ci encourt une pénalité conformément à l'article L.8222-6 du même Code, qui est appliquée dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur notifie une mise en demeure au Titulaire afin de faire cesser l'irrégularité. Le délai laissé au Titulaire pour régulariser la situation et répondre au pouvoir adjudicateur en apportant la preuve de cette régularisation est de 15 jours calendaires. A défaut de correction des irrégularités dans le délai précité, une pénalité forfaitaire d'un montant de 3 % du montant du marché HT sera appliquée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.4 ABSENCE DE PORT DU BADGE

Pénalité de 75 € TTC par jour.

9.5 NON-RESPECT DE L'INTERDICTION DE FUMER

Pénalité de 75 € TTC par infraction.

10. RESILIATION DU MARCHÉ

Cf. Articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint, lorsque le mandataire initial est défaillant eu égard à ses obligations, il appartient au groupement de désigner un mandataire parmi eux. En l'absence de cette désignation dans un délai de 30 jours calendaires, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante du marché devient d'office le nouveau mandataire du groupement.

La personne publique peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique et selon les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

La personne publique se réserve le droit de prononcer la résiliation aux frais et risques du titulaire défaillant, et les surcoûts éventuels dans le respect conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût éventuel supporté par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

11. ASSURANCES

11.1 ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il a souscrit :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Les attestations doivent être valables en date d'ouverture du chantier pour les activités objet de son marché.

Aucun règlement, aucun remboursement de la retenue de garantie ou main levée de caution ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les attestations d'assurance contractuelle ou légale.

Cf. Article 9 du CCAG-FCS.

11.2 ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Responsabilité civile.

12. CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES

12.1 CONFIDENTIALITE

En participant à cette mission, le Titulaire est susceptible d'avoir connaissance d'informations commerciales, économiques ou administratives. Il s'engage à ne rien divulguer à l'extérieur sans accord formel du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, données, illustrations, documents et décisions dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent Marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à la résiliation du Marché aux torts du Titulaire, à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Maître d'ouvrage au Titulaire, au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

12.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Cf. Articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

12.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

13. DEROGATION A LA CLAUSE D'EXCLUSIVITE

L'acheteur public pourra se réserver la possibilité de faire appel à un autre prestataire non titulaire pour des prestations ponctuelles et dans les circonstances exceptionnelles et les cas strictement justifiés suivants :

- Impossibilité pour le titulaire de répondre à une demande de devis dans des délais raisonnables ;
- Impossibilité d'intervenir dans des délais raisonnables pour une prestation décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Lorsque les prestations demandées excèdent le cadre des opérations de contrôle régulières et habituelles, tel que décrit dans le cahier des charges techniques ;
- Lorsque la maîtrise d'ouvrage (MOA) considère que l'intervention d'un autre prestataire pour ces prestations hors forfait est nécessaire pour des raisons de spécialisation, d'urgence ou d'optimisation des coûts ;
- En cas d'indisponibilité momentanée du titulaire, avec l'accord préalable de la MOA, pour des prestations qui ne peuvent pas être reportées sans préjudice pour l'ouvrage concerné.

14. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation. Cf Article 46.2 du CCAG-FCS.

Si le Titulaire saisit le tribunal administratif dans le cadre d'une procédure contentieuse, il ne pourra porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation. Cf. Article 46.5 du CCAG-FCS.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 – Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics. Cf. Article 55.2 du CCAG Travaux.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediateurs-regionaux>

Coordonnées du comité consultatif régional :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 06 60 48 98 89 Mél : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

15. DEROGATION CCAG FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Thématique	Articles présents CCAP	Articles dérogés CCAG
------------	------------------------	-----------------------

Interdiction de la sous-traitance	1.6	3.6
Défaillance de l'entrepreneur	5.2	45
Pénalités	9	14